

Unité inter-départementale de la Corrèze, de la Creuse et de  
la Haute-Vienne  
Site de Guéret  
17 Place Bonnyaud  
23 000 Guéret

Guéret, le 03/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SOMAC SA**

Z.I. du Cheix  
23300 La Souterraine

Références : UiD232025-092  
Code AIOT : 0003100060

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/11/2025 dans l'établissement SOMAC SA implanté Z.I. du Cheix - 23 300 La Souterraine. L'inspection a été annoncée le 28/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOMAC SA
- Z.I. du Cheix - 23 300 La Souterraine
- Code AIOT : 0003100060
- Régime : Déclaration avec contrôle périodique

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le dernier acte administratif du site est une preuve de dépôt de déclaration initiale du 2 novembre 2020 pour la rubrique 2560 (travail mécanique des métaux, avec une puissance totale de 180 kW).

Outre le Code de l'environnement, l'acte administratif précité, le règlement REACH et l'arrêté ministériel du 27 juillet 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°2560 ont servi de référentiels pour l'inspection.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative	Autre du 02/11/2020, article /	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Contrôle périodique	Code de l'environnement du 01/01/2016, article R.512-58	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Rétentions	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 2.10.	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
7	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 4.2.	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours
9	Entreposage des déchets	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 7.3.	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois à réception du rapport de contrôle périodique

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Produits chimiques – fiches de données de sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article 35	Sans objet
5	Produits chimiques – mesures de maîtrise des risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet
6	Propreté	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 3.4.	Sans objet
8	Circuit de	Arrêté Ministériel du 27/07/2015,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	refroidissement	article Annexe I – point 5.2.	
10	Télédéclaration incident/accident	Décret du 11/08/2025, articles 5 et 8	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Quelques justificatifs et actions correctives sont attendus, en particulier la réalisation du contrôle périodique.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 02/11/2020, article /
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, /
<b>Prescription contrôlée :</b>  Installations relevant de la rubrique 2560.2 (travail mécanique des métaux) ; régime à déclaration soumis au contrôle périodique (180 kW)
<b>Constats :</b>  Le site dispose d'un récépissé de déclaration du 17 avril 2001 (rubrique 2560, travail mécanique des métaux), ainsi que d'une preuve de dépôt d'une déclaration initiale du 2 novembre 2020 (rubrique 2560, puissance 180 kW).  Au sujet de l'activité de travail mécanique des métaux, l'exploitant a apporté les précisions suivantes, en complément de celles placées en annexe confidentielle : <ul style="list-style-type: none"> <li>• le parc machines n'a guère évolué depuis 2020,</li> <li>• la puissance souscrite du site est de 168 kW,</li> <li>• la puissance maximum délivrable par le poste est de l'ordre de 200 kW.</li> </ul> Les activités et installations relèvent donc toujours du régime de la déclaration (avec contrôle périodique, cf. point de contrôle N°2), pour la rubrique 2560.  Le site dispose, pour le chauffage des locaux, de 4 chaudières fonctionnant au gaz de ville. <b>L'exploitant est invité, dans un délai de 3 mois, à estimer la puissance thermique nominale totale de l'ensemble de ces équipements et à se positionner vis-à-vis de la rubrique 2910 de la nomenclature. Les conclusions seront transmises à l'Inspection sous le même délai.</b> Pour mémoire au besoin, les intitulés des rubriques et les textes qui leur sont applicables sont disponibles sur le site <a href="https://aida.ineris.fr/thematiques/nomenclature-icpe">https://aida.ineris.fr/thematiques/nomenclature-icpe</a> .  Au regard des échanges et de la visite des ateliers, il ressort par ailleurs que le site n'exerce pas d'autres activités et/ou ne dispose pas d'autres installations susceptibles de relever du régime à minima déclaratif, en particulier pour ce qui concerne les rubriques 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2575, 2925, 4725, 4719, 1978 et 2940.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 2 : Contrôle périodique

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2016, article R.512-58
<b>Thème(s) :</b> Autre, /
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour chaque catégorie d'installations, des arrêtés pris en application de l'article L.512-10 fixent les prescriptions sur le respect desquelles porte le contrôle périodique et définissent celles dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R.512-59-1.</p> <p>Ces arrêtés peuvent prévoir les conditions dans lesquelles l'obligation de contrôle périodique peut être aménagée pour les installations ayant une durée d'utilisation inférieure à six mois par an.</p> <p>Le contrôle porte sur le respect des prescriptions édictées par les arrêtés mentionnés au premier alinéa, complétées par celles édictées par les arrêtés préfectoraux mentionnés aux articles L. 512-9 et L. 512-12, ainsi qu'aux articles R. 512-52 et R. 512-53.</p> <p>Le premier contrôle d'une installation a lieu dans les six mois qui suivent sa mise en service.</p> <p>[...]</p> <p>Lorsqu'une installation non classée ou, relevant du régime de la déclaration sans contrôle périodique et régulièrement mise en service, vient à être soumise à l'obligation de contrôle périodique en vertu d'un décret modifiant la nomenclature des installations classées, l'exploitant procède à ce contrôle au plus tard deux ans après la date à laquelle l'arrêté mentionné au premier alinéa est rendu applicable à cette installation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site ne disposant pas de certification ISO 14001 ou d'enregistrement en application du règlement EMAS, le contrôle périodique est à faire réaliser selon une fréquence quinquennale (article R.512-57 du Code de l'environnement).</p> <p>Pour rappel, le contrôle périodique, pour la rubrique 2560, a été introduit par le décret N°2013.1205 du 14 décembre 2013 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Au regard du dernier alinéa de l'article R.512-58 précité du Code de l'environnement, le premier contrôle périodique était à faire réaliser avant le 1<sup>er</sup> janvier 2018.</p> <p>Interrogé sur ce sujet, l'exploitant a indiqué ne pas avoir fait réaliser le contrôle périodique, mais a souhaité disposer rapidement de la liste des organismes agréés afin d'y remédier. Celle-ci a été fournie par l'Inspection par courriel du 19 novembre 2025.</p> <p><b>Aussi, l'exploitant est invité à transmettre à l'Inspection :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• dans un délai de 1 mois, un justificatif de commande de ce contrôle (bon de commande, devis signé avec la mention « bon pour accord » ou tout autre document équivalent), accompagné de la copie de sa transmission à l'organisme agréé retenu,</li> <li>• dans un délai de 3 mois à réception du rapport de contrôle, ledit rapport, accompagné d'une part de la copie du courrier adressé à l'organisme agréé présentant les actions correctives avec leur échéancier en cas de constat de non conformités majeures (article</li> </ul>

**R.512-59-1 - 1<sup>er</sup> alinéa du Code de l'environnement), d'autre part des actions correctives prises ou envisagées avec leur échéancier en cas de constat d'autres non conformités.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

### N° 3 : Rétentions

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 2.10.

**Thème(s) :** Risques chroniques, /

**Prescription contrôlée :**

Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention [...]

**Constats :**

Le site dispose de très peu de produits, l'activité n'en exigeant pas une grande consommation. Toutefois, dès le début des échanges concernant les rétentions des produits stockés, l'exploitant a indiqué que la situation pour la zone de stockage des produits n'était pas satisfaisante (volume de la rétention insuffisant).

En effet, lors de la visite du site, il a été constaté sur cette zone le stockage de récipients dépourvu de rétention et une rétention dédiée à deux fûts sous-dimensionnée et remplie environ au 2/3 d'effluents.

**Aussi, l'exploitant est invité à transmettre à l'Inspection dans un délai de 3 mois, en les justifiant, les mesures prises ou envisagées accompagnées alors d'un échéancier en vue de respecter l'ensemble des dispositions du point 2.10. de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 27 juillet 2015 précité, en particulier pour ce qui concerne, les volumes des capacités de rétention associées à l'activité de travail mécanique des métaux :**

*« Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :*

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;*
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.*

*[...]*

*Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients, si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale, ou 50 % dans le cas de liquides inflammables, avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres. »*

Il a également été constaté sur certains récipients stockés l'absence du bouchon ou l'absence d'étiquetage. **Afin d'éviter tout déversement, il convient de remettre et maintenir les bouchons des récipients. Par ailleurs, l'étiquetage est à conserver sur les récipients.**

Enfin, dans le cadre de l'installation de la rétention à venir, les récipients vides non utilisés pourront être évacués en tant que déchets afin de dédier la rétention aux récipients contenant des liquides.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 4 : Produits chimiques – fiches de données de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 35
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, /
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises conformément aux articles 31 et 32 et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La fiche de données de sécurité du produit le plus utilisé a été demandée lors de l'inspection. L'exploitant a présenté ce document sous format dématérialisé, rédigé en français, comportant les rubriques réglementaires et présentant les mentions de dangers et pictogrammes en lien avec le règlement CLP.</p> <p>L'ensemble des fiches de données de sécurité sont rangées sur le réseau interne à l'entreprise et accessibles aux salariés depuis les postes informatiques. En vue d'approfondir le sujet, <b>il pourrait être opportun de rappeler au personnel l'emplacement de ces FDS sur le réseau.</b></p> <p>Enfin, il est envisagé, dans le cadre d'une démarche RSE à venir, de mettre à jour cette base de données (suppression de FDS de produits qui ne sont plus utilisés).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Produits chimiques – mesures de maîtrise des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, /
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en oeuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes :</p> <p>a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ; [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les prescriptions ont été abordées sous l'angle du rappel.</p> <p>À chaque réception de fiche de données de sécurité, il convient de prendre connaissance de son contenu, en particulier les rubriques suivantes en lien avec la législation des installations classées :</p> <p>- rubrique 5 : mesures de lutte contre l'incendie,</p>

<ul style="list-style-type: none"> <li>- rubrique 6 : mesures à prendre en cas de déversement,</li> <li>- rubrique 7 : manipulation et stockage,</li> <li>- rubrique 13 : considérations sur l'élimination.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Propreté

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 3.4.
<b>Thème(s) :</b> Autre, /
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières.
<b>Constats :</b>  Les parties visitées lors de l'inspection étaient propres par rapport à l'activité exercée, que ce soit pour les zones intérieures ou extérieures.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 4.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, /
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment : - [...] <ul style="list-style-type: none"> <li>- des extincteurs [...] , bien visibles et facilement accessibles.[...]</li> </ul>
<b>Constats :</b>  Lors de la visite, il a été constaté que l'accès à certains extincteurs situés dans la partie la plus récente des ateliers, était rendu difficile par la présence d'objets (emballages, palette...).  <b>L'exploitant est invité à rendre et maintenir l'ensemble de ces équipements bien visibles et facilement accessibles puis à confirmer à l'Inspection dans un délai de 15 jours la bonne prise en compte de ce rappel réglementaire.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

#### N° 8 : Circuit de refroidissement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 5.2.
--



<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, /
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les circuits de refroidissement ouverts sont interdits.
<b>Constats :</b>  Le refroidissement des machines se fait à l'aide de circuits fermés, fonctionnant avec un liquide autre que l'eau.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 9 : Entreposage des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 7.3.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, /
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les déchets produits par l'installation sont entreposés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des ruissellement, des infiltrations dans le sol, des odeurs...) [...].
<b>Constats :</b>  Lors de la visite de la zone de stockage des déchets il a été en particulier constaté : <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'absence de rétention sous les quelques récipients contenant notamment des huiles solubles usagées. Il convient d'aménager la zone afin de limiter le risque de déversement (rétention),</li> <li>• la présence de récipients ne disposant plus de leur bouchon permettant à l'eau de pluie de pénétrer dans le récipient.</li> </ul> <p>Pour ces points, l'exploitant fournira à l'Inspection les mesures prises ou envisagées, alors accompagnées d'un échéancier. Afin d'articuler ces éléments avec les observations qui seront éventuellement formulées dans le cadre du contrôle périodique (cf. point de contrôle N°2), le délai de transmission de ces informations à l'Inspection est fixé à 3 mois à réception du rapport de contrôle périodique.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois à réception du rapport

#### N° 10 : Télédéclaration incident/accident

<b>Référence réglementaire :</b> Décret du 11/08/2025, articles 5 et 8
<b>Thème(s) :</b> Autre, /
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 5 L'article R. 512-69 est complété par un alinéa ainsi rédigé : « La déclaration mentionnée au premier

alinéa et le rapport mentionné au deuxième alinéa sont adressés sous forme dématérialisée d'une téléprocédure. Les informations relatives aux installations mentionnés à l'article R. 517-1, ainsi que les informations susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L. 124-4 et au II de l'article L. 124-5, demeurent transmises sous une forme non dématérialisée permettant d'en assurer la confidentialité. »

#### Article 8

Les dispositions de l'article 5 entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2026.

#### **Constats :**

Les prescriptions ont été abordées dans un cadre informatif.

La télédéclaration des incidents et accidents est possible à ce jour, mais non obligatoire ; elle le deviendra à compter du 01/01/2026. La démarche se fait depuis le site internet <https://entreprendre.service-public.gouv.fr/>.

En cas d'accident, la télédéclaration implique l'envoi automatique d'un courriel au déclarant comportant un lien permettant ensuite d'adresser le rapport d'accident. Pour mémoire, en cas d'incident, ce rapport est demandé, au besoin, par l'Inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite